

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 25/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TITAN BELFORT (Ex PROLOGIS 1)

Roissypôle-Continental Square-Bât Saturn
BP 11753
95700 Roissy-En-France

Références : -
Code AIOT : 0012400414

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2025 dans l'établissement TITAN BELFORT (Ex PROLOGIS 1) implanté Aéroparc 90150 Fontaine. L'inspection a été annoncée le 12/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITAN BELFORT (Ex PROLOGIS 1)
- Aéroparc 90150 Fontaine
- Code AIOT : 0012400414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site comporte :

- Un entrepôt de stockage divisé en 5 cellules de moins de 6 000 m²,
- Deux locaux de charge,
- Un bloc bureaux sur 3 niveaux (rez-de-chaussée, R+1 et R+2),
- Des locaux techniques.

Un courrier a été transmis le 25 mai 2016 au Préfet pour demander le bénéfice d'antériorité suite à l'entrée en vigueur, au 1er juin 2015, du décret 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Une inspection a été réalisée par la DREAL le 14 septembre 2016. Le rapport d'inspection, du 28 février 2017 récapitule les évolutions intervenues depuis l'arrêté préfectoral n°200502240242 du 24 février 2005 et entérine le fonctionnement au bénéfice des droits acquis des installations concernées par les modifications de la nomenclature introduites par les décrets n°2006-646 du 31/05/2006, n°2010-367 du 13/04/2010, n°2013-814 du 11/09/2013, n°2014-285 du 03/03/2014 et n°2015-1200 du 29 septembre 2015.

Un projet d'extension de l'activité logistique, avec la réalisation d'un bâtiment à usage d'entrepôt et de bureaux d'une surface de 18 577 m², a été présenté en mars 2021 et a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 7 juillet 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Connement des eaux susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 13.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Matériels et équipements électriques	Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 29.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Matériel de détection et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 29.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
4	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 30.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	extension de	Arrêté Préfectoral du 07/07/2022,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'entrepôt	article 3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site comprend différents locataires (5 cellules de stockage sont présentes au sein de l'entrepôt) et est placé sous la compétence administrative de la société Interlogistic avec des prestataires qui assurent en particulier le suivi et la maintenance des équipements de prévention et de protection incendie.

Les constats effectués lors de l'inspection montrent principalement:

- le défaut de test et de fonctionnement de la vanne-barrage installée sur la conduite d'évacuation des eaux pluviales du site (et qui permet de réaliser le confinement sur site des eaux d'extinction),
- un défaut signalé au niveau de la centrale de détection incendie qui est resté sans prise en compte et en charge par le gestionnaire du site (et son prestataire désigné),
- un écart majeur dans le rapport de vérification des installations électriques du site consistant en l'impossibilité d'effectuer un contrôle réglementaire complet (en particulier au niveau de l'alimentation HT) par refus de l'exploitant de réaliser une coupure générale permettant au contrôleur de pouvoir finaliser le contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connement des eaux susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2005, article 13.6
Thème(s) : Risques accidentels, Connement des eaux susceptibles d'être polluées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>13.6. - Connement des eaux susceptibles d'être polluées</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes et/ou externes aux cellules de stockage. Son volume libre disponible en permanence doit être d'au moins 940 m³.</p> <p>Dans le cas d'un confinement externe, les matières canalisées doivent, de manière gravitaire, être collectées puis converger vers une capacité spécifique extérieure au bâtiment. Les orifices d'écoulement doivent être munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. Les eaux collectées ne pourront être rejetées qu'après contrôle de leur qualité, traitement approprié si besoin est, et avis de l'inspecteur des installations classées.</p>
Constats :

Le confinement des eaux d'extinction sur site est réalisé par obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales et par conséquent les eaux d'extinction collectées en toiture sont confinées sur site.

L'exploitant précise également que le volume de confinement des eaux d'extinction, constitué directement au niveau de l'entrepôt qui présente une topographie permettant de réaliser ce stockage, est de 1280 m³.

Nous avons par ailleurs pu constater que l'entrepôt ne comporte pas de regards d'évacuation des eaux ou d'avaloirs internes au bâtiment qui seraient en lien direct avec l'extérieur du site.

Le confinement sur site est réalisé par la fermeture d'une vanne pilotée et actionnable manuellement, installée sur l'unique conduite de rejet.

La fermeture automatique de la vanne est assurée par un asservissement au déclenchement des groupes motopompes du système d'extinction incendie en place sur le site.

Un contrôle consistant à actionner manuellement la vanne barrage a montré que la fermeture de la vanne n'est pas possible (probable défaut mécanique de l'accouplement situé entre le volant de manœuvre et le train d'engrenages assurant le déplacement de la vanne).

D'autre part le rapport de contrôle hebdomadaire du lancement du groupe moto-pompes du « sprinkleur » ne fait aucune mention du contrôle du fonctionnement de la vanne-barrage contrairement à ce que l'exploitant a indiqué dans son courrier en date du 26 octobre 2022 adressé à l'Inspection des installations classées (en réponse à l'observation N°3 du rapport d'inspection en date du 15 septembre 2022) et en défaut de la demande adressé au mainteneur (société OTEIS) par courriel du 12 octobre 2022.

Observation N°1 :

La réparation de la vanne-barrage de confinement du réseau permettant la rétention des eaux d'extinction sur site devra être effectuée sous le **délai maximal de 15 jours** à réception du présent rapport.

Cette réparation devra permettre une fermeture de la vanne par actionnement manuel ou automatique par asservissement au déclenchement des groupes motopompes du système d'extinction incendie.

Le rapport relatif à la réparation et au contrôle du fonctionnement de la vanne devra être communiqué à l'Inspection des installations classées.

L'exploitant devra également confirmer les volumes disponibles de rétention des eaux d'extinction, l'organisation de la gestion des rétentions, au travers de la fourniture de la note D9A sous le délai maximal de 1 mois compté à réception du présent rapport.

Enfin les procédures prévoyant le contrôle périodique du fonctionnement de la vanne-barrage (par action manuelle et automatique) ainsi que celle relative à la gestion manuelle de cette vanne en situation de sinistre devront être communiquées à l'Inspection des installations classée sous le délai maximal de 1 mois compté à réception du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Matériels et équipements électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 29.2
Thème(s) : Risques accidentels, Matériels et équipements électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après installation ou modification. Les contrôles doivent être effectués tous les ans par un organisme compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Ces rapports doivent comporter : une description des installations électriques présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 et du décret n°88-1056 du 14 novembre 1988, tous deux mentionnés à l'article 27.3 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle des installations électriques a été effectué le 13/03/2025 par la société Bureau Veritas Exploitation (agence de Didenheim-68).</p> <p>Le rapport de contrôle mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la nécessité d'équiper la porte d'accès du local haute tension d'un dispositif d'ouverture de portepar simple poussée du corps, -l'impossibilité d'assurer un certain nombre de contrôles suite au refus de couper les alimentations HT et BT, -le refus d'actionnement des boutons poussoirs d'arrêt d'urgence (ATU). <p>Compte tenu de ces dispositions, le rapport fait état d'un écart et demande que soit organisée la planification avec Bureau Veritas de l'intervention complémentaire permettant la mise hors tension totale de l'installation électrique afin de finaliser la vérification par la réalisation des essais et des mesures nécessaires pour évaluer la sécurité des personnes.</p> <p>Il est ici rappelé que les vérifications mentionnées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2011 nécessitent effectivement les coupures des alimentations HT voir BT.</p> <p>Observation N°2 :</p> <p>L'exploitant devra transmettre, sous le délai maximal de 1 mois compté à réception du présent rapport, une pièce justificative de la réalisation des travaux de mise en place d'un dispositif d'ouverture de porte dans le local HT par simple poussée du corps.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant devra informer Bureau Veritas et l'Inspection des installations classées de la période à laquelle une coupure des alimentations HT et BT est réalisable afin de pouvoir compléter les vérifications réglementaires listées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 décembre 2011.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 3 : Matériel de détection et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 29.3

Thème(s) : Risques accidentels, Matériel de détection et de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations de chauffage. L'ensemble du système d'extinction automatique sera en particulier vérifié annuellement par un organisme agréé. Les vérifications périodiques de tous ces matériels doivent être inscrites sur un registre.

Constats :

L'exploitant réalise les contrôles et opérations de maintenance périodiques des dispositifs de sécurité et de lutte contre l'incendie, matérialisés sur les équipements.

Le dispositif d'extinction automatique fait l'objet d'un contrôle hebdomadaire, par lancement du groupe moto-pompes (avec maintien d'un fonctionnement sur une durée d'au moins 20 minutes), vérification des niveaux de gasoil présents dans la cuve et tension sur les batteries alimentant le démarreur.

Les résultats de ce contrôle sont portés sur un registre dédié présent dans le local sprinkleur.

Le contrôle visuel effectué sur la centrale de détection incendie a fait apparaître la présence d'un message « dérangement » du type « défaut de communication » indiquant la zone concernée « Pressostat Sprinkleur » avec allumage de 2 LED signalant « dérangement » et « hors service ».

L'exploitant n'a pas été en mesure le jour de l'inspection de nous préciser depuis quand cette alerte est signalée au niveau de la centrale ni la nature précise du défaut affiché et son existence réelle.

Observation N°3 :

l'exploitant devra, sous le délai maximal de 15 jours compté à réception du présent rapport :

- effectuer les vérifications nécessaires en lien avec le message de défaut signalé par la centrale de détection incendie,
- résorber le défaut par réalisation des travaux nécessaires et vérifier le fonctionnement nominal des installations concernées,
- faire parvenir à l'Inspection des installations classées une note explicative sur la nature technique du défaut apparaissant au niveau de la centrale de détection incendie, les travaux rendus nécessaires pour permettre la levée du défaut et les résultats des contrôles après réalisation des travaux permettant de confirmer le fonctionnement nominal des installations concernées.

L'exploitant devra également fournir à l'inspection des installations classées, sous le délai maximal de 1 mois compté à réception du présent rapport, le résultat du contrôle annuel, réalisé par un organisme agréé, du dispositif d'extinction automatique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2005, article 30.3

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Par ailleurs, la fermeture automatique des portes coupe-feu entre cellules se fera à partir de DAD (Détecteurs Automatique Déclencheurs), système de détecteurs de température au niveau des portes indépendant du déclenchement du système d'extinction incendie.

Constats :

L'exploitant nous a précisé que les cellules de stockage sont équipées de détecteurs linéaires et que les locaux techniques (local de charge, local chaufferie et transformateurs) sont équipés de détecteurs optiques de fumées.

Nous avons pu identifier la présence des détecteurs au niveau des cellules de stockage.

La fermeture automatique des portes (du type coulissantes) entre cellules est selon l'exploitant commandée par le déclenchement de la détection automatique d'incendie.

Les bureaux sont séparés des cellules de stockage par des murs coupe-feu de degré 2 heures.

Observation N° 4 :

L'exploitant devra faire parvenir à l'Inspection des installations classées le certificat N7 sous le délai maximal de 15 jours après réception du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : extension de l'entrepôt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2022, article 3

Thème(s) : Situation administrative, extension de l'entrepôt

Prescription contrôlée :

Le tableau à l'annexe1 de l'arrêté préfectoral du 24 février 2005, est remplacé par les dispositions suivantes :

Entrepôts couverts (installations pourvues d'une toiture, volume total dédié au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes) : le volume 570 420 m³ des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ dont 355 420 existant (5 cellules) **et 215 000 m³ en extension (3 cellules)**

Constats :

Le jour de l'inspection nous avons constaté que l'exploitant n'a pas réalisé l'extension autorisée (3

cellules supplémentaires pour un volume total de 215 000 m³).

Il est rappelé les dispositions de l'article R. 512-74

« I. - L'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans. »

L'arrêté préfectoral autorisant l'extension date du 7 juillet 2022 et par conséquent cessera de produire effet à compter du 7 juillet 2025.

L'exploitant est sollicité afin de présenter éventuellement une demande justifiée pour obtenir la prolongation de l'autorisation délivrée pour l'exploitation des 3 cellules supplémentaires, voir de préciser l'abandon définitif du projet consistant en l'ajout de ces 3 cellules.

Type de suites proposées : Sans suite